

**« MONDIALISATION NEO-LIBERALE : QUEL  
FINANCEMENT POUR QUEL DEVELOPPEMENT  
DE L'AFRIQUE ? »**

*« Le mouvement du Jubilé 2000 a réussi une immense mobilisation internationale pour l'effacement des dettes. Il a obtenu l'appui des Eglises dans le monde développé. Elles y ont vu un impératif moral, fondé sur les principes de base de la justice économique »  
Joseph E ; Stiglitz : la grande désillusion.*

\*\*\*\*\*

*« Le problème n'est pas la mondialisation. C'est la façon dont elle a été gérée. En particulier les institutions économiques internationales, le FMI, la BM et l'OMC qui contribuent à la fixer les règles du jeu. Elles l'ont fait trop souvent en fonction des intérêts des pays industriels avariés - et d'intérêts privés en leur sein –et non de ceux du monde en développement »*

## **INTRODUCTION**

L'élucidation des problèmes du développement met l'humanité en face d'un fait massif et massue : l'interdépendance de plus en plus renforcée des Etats et des peuples du monde.

Chaque jour, l'humanité repère toujours plus de domaines qui semblent porter la marque de cette forte interdépendance qu'on désigne, du nom de mondialisation. Elle en arrive à penser que chaque pays, chaque société pourrait ou devrait avoir un rôle à jouer, devrait avoir son mot à dire, dans la nécessaire action collective mondiale qui s'impose. L'humanité a espéré que l'interdépendance amènerait les Etats et les peuples à s'approprier collectivement les valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité, de sorte qu'il n'y aurait plus de déséquilibre entre pays riches et pays pauvres, entre nantis et démunis à l'intérieur des pays, et qu'il y aurait moins de gâchis dans l'utilisation des ressources naturelles donc moins de dégradation de l'environnement.

C'est dans ce sens que, optimistes et portés par les promesses des nouvelles technologies de l'information et de la communication permettant de naviguer partout et d'être en possession des informations en temps réels, d'aucuns ont pu donner le nom de village planétaire à un tel monde. Ils entendaient mettre en exergue la capacité, pour les êtres du monde entier, d'être en relation en temps réel, d'abolir la distance- qu'il s'agisse du temps ou de l'espace – et d'être des voisins permanents.

S'agit-il là d'une futile illusion ou d'une solide réalité ?

Pourquoi, alors, la contestation et le rejet de la mondialisation à Seattle, à Porto Allègre, à Port Shepstone ( lors du Sommet des Nations Unies à Johannesburg sur la Terre Août 2002) ?

## **1<sup>ère</sup> Partie : La Mondialisation et ce qui la mine**

Le prix Nobel Joseph Stiglitz, ancien premier vice-Président de la Banque Mondiale de 1997 à 2000 après avoir été Conseiller économique du Président Clinton ( membre du Council of Economic Advisers) nous éclaire sur le statut réel de la Mondialisation : « Aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas. Ca ne marche pas pour les pauvres du monde. Ca ne marche pas pour l'environnement. Ca ne marche pas pour la stabilité de l'économie mondiale. La transition du communisme à l'économie de marché à été si mal gérée que partout, sauf en Chine, au Vietnam et dans quelques rares pays d'Europe de l'Est, la pauvreté est montée en flèche et les revenus se sont effondrés »

Joseph Stiglitz a posé la question de l'abandon de la mondialisation et fourni les raisons pour lesquelles « ce n'est ni possible, ni souhaitable » :

- grâce à elle l'Asie de l'Est a fondé son succès i) sur les échanges commerciaux, ii) sur le meilleur accès aux marchés et aux technologies ;
- elle a permis de grands progrès en matière de santé ;
- elle a rendu possible une société civile mondiale dynamique et assuré plus de démocratie et de justice sociale.

C'est, alors qu'il s'est penché sur ce qui mine l'évolution de la mondialisation : « le problème n'est pas la mondialisation. C'est la façon dont elle a été gérée. En particulier par les institutions économiques internationales, le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC, qui contribuent à fixer les règles du jeu. Elles l'ont fait souvent en fonction des intérêts des pays industrialisés avancés – et d'intérêts privés en leur sein – et non de ceux du monde en développement. Mais la question n'est pas seulement qu'elles ont servi ces

intérêts : trop souvent, elles ont eu de la mondialisation une vision étriquée, due à une idée très particulière de l'économie et de la société »<sup>(1)</sup>

Pour lui, « le plus grand défi n'est pas seulement dans les institutions, il est d'abord dans les esprits. Prendre soin de l'environnement, faire en sorte que les pauvres puissent dire leur mot dans les décisions qui les touchent, promouvoir la démocratie et le commerce équitable : tout cela est nécessaire pour concrétiser les bienfaits potentiels de la mondialisation. Le problème, c'est que les institutions reflètent l'état d'esprit de ceux devant qui elles sont responsables. Le gouverneur de banque centrale moyen commence sa journée en s'inquiétant des statistiques de l'inflation, et non de celles de la pauvreté. Le ministre du Commerce, des chiffres des exportations, pas des indices de pollution »<sup>(2)</sup>

Joseph Stiglitz, après l'évolution de ce cadre général des difficultés et échecs de la mondialisation, met en exergue les méfaits du fanatisme du marché qui caractérise le néolibéralisme.

S'il y a échec dans la manière dont est gérée la mondialisation, c'est dû à une vision étriquée du modèle du marché prôné par le néolibéralisme. Dans ces conditions, l'évolution de la contestation de la mondialisation revient à l'attaque contre la mondialisation néolibérale. C'est dire que beaucoup de spécialistes des problèmes de la mondialisation rejoignent les compétences africaines qui n'ont eu de cesse de mettre l'accent sur le caractère erroné de la panmarchandisation excluant toute politique de l'Etat.

C'est le point de vue de Joseph Stiglitz. C'est le credo des responsables de la Revue française « Transversales, science, culture »<sup>(3)</sup> « C'est également le point nodal de la réflexion développée dans « Sortir de l'économisme, une alternative au capitalisme néolibéral »<sup>(4)</sup>

---

<sup>1</sup> Joseph Stiglitz, prix Nobel d'Economie : la grande désillusion, Fayard, 2002, p.279

<sup>2</sup> 2, idem, p.281-282

<sup>3</sup> 003 Transversales, Sciences, Culture – Dossier UN projet de société alternatif à l'économisme

<sup>4</sup> Sous la direction de Philippe Merlant, René Passet et Jacques Robin, les Editions de l'Atelier, les Editions ouvrières, Paris, 2003

## **2è Partie : La mondialisation néolibérale n'est pas une fatalité ; une autre prospective est possible**

Pour les nombreux contributeurs à la Revue *Transversales* et au livre *Sortir de l'économisme*, nous devons prendre en compte de nouvelles considérations pour mieux cerner la mondialisation au sein de laquelle prendre sens la préoccupation du financement du développement :

- i) **nous sommes au seuil de l'ère informationnelle** , la « société de l'information se doit [...] de privilégier la réflexion et l'autonomie, ainsi que l'évaluation de nos actions, de promouvoir des régulations par rétroaction et une production intégrant le long terme, l'investissement dans l'avenir et les conditions de sa durabilité par la consommation [...] La régulation du tout-économisme ne peut être obtenue que par une gouvernance qui implique de mobiliser des citoyens autonomes pratiquant le dialogue sur des objectifs partagés, et de mettre en place des régulations se réglant par rétroaction et correction permanente sur leurs effets plutôt que par le seul volontarisme aveugle et destructeur [...] Seule une économie plurielle avec marché, faisant place aux autres logiques économiques et avec de nouveaux instruments d'échanges, peut nous faire cheminer vers une démocratie citoyenne locale, ... mondiale, délibérative et participative, véritable démocratie basée sur la circulation de « l'information ». Les menaces écologiques qui s'annoncent et le caractère insoutenable de notre mode actuel de développement et de consommation, avec transformation du travail et des actions humaines, imposent de prendre en compte le long terme au-delà de la productivité forcenée à court terme »

**ii) Nécessité d'un nouveau regard**

« En déplaçant les forces productives de l'univers énergétique au champ de la connaissance et de la relation, la mutation de l'immatériel provoque un bouleversement profond de nos sociétés [...] Les phénomènes relevant de la logique marchande, auxquels on réduisait l'économie, se révèlent n'en constituer qu'une conception mutilée et mutilante, dont la logique s'impose souvent au détriment des valeurs qui conditionnent leur propre possibilité d'existence. Il nous faut redécouvrir (les) richesses premières ... Situées en amont des activités économiques ( et qui) en constituent à la fois le but et la condition. « Ces richesses sont le degré d'épanouissement des facultés et des capacités humaines : savoirs et connaissances, sens de la beauté et de la vérité, densité et multilatéralité des rapports tant personnels que sociaux, art de vivre ... bref, la culture »

« La vraie richesse, au sens étymologique du terme, c'est celle qui donne force de vie aux humains ... celle de l'intelligence du cœur »

Tout projet alternatif, visant à changer la société, doit nécessairement associer un « changement de notre représentation du monde et un nouvel imaginaire culturel » ( Il convient de) « placer la pratique culturelle au plus près de la population (et) en même temps ouvrir cette pratique à toutes les cultures et toutes les visions du monde ».

« Démystifier la technoscience »( et promouvoir) « une science sous contrôle démocratique, libérée des impératifs de production ». C'est parce que la science a de moins en moins pour but de connaître le monde et de plus en plus celui de le maîtriser que s'impose un contrôle démocratique des citoyens sur ses orientations.

( Tenir compte de ) la transmission des connaissances (qui) constitue une fonction fondamentale d'une société où elles jouent un rôle prépondérant. Le problème d'un monde en mutation est d'intégrer les connaissances nouvelles –

et les savoirs qui les accompagnent – dans les structures anciennes qui leur font barrage.

L'Éducation ... concerne effectivement ces « richesses premières » (qui) doivent échapper à la dénaturation des réductionnismes marchands.

### ***iii) Mise en place d'une économie plurielle***

Il incombe... désormais à l'économie d'articuler - harmoniser dans toute la mesure du possible – un ensemble de logiques irréductibles à l'une d'elles, partiellement contradictoires et cependant indissociables. Cette économie ne peut qu'être plurielle, c'est à dire acceptant et développant des fonctions, des niveaux d'organisation ainsi que des moyens d'échanges et de paiements multiples et variés.

( Quatre logiques économiques principales sont à distinguer ) :

- ***L'économie marchande.***

Le marché a deux vertus : il favorise le dynamisme économique et l'innovation ; et sa capacité d'adaptation est remarquable. Mais il a aussi ses propres limites. Sa prétention à s'autoréguler à maintes fois été prise à défaut. Tout en préservant la place du marché dans une économie plurielle, il nous faut l'encadrer et le réguler. Et à l'intérieur même du secteur marchand, procéder à quelques réformes de fond susceptibles de le rendre plus démocratique et plus cohérent avec cette économie de l'homme qui émerge...

- ***L'économie publique***

Existe-t-il, dans la société, une fonction d'intérêt général dont l'accomplissement ne saurait être confié qu'à l'ensemble des forces vives composant la collectivité ? .. des Besoins fondamentaux de la personne ( santé, éducation ...) correspondant à une création d'être et non d'avoir ? ... des besoins d'intérêt général ( sécurité, infrastructures collectives ...)

irréductibles à une somme d'intérêts individuels ? des biens ( l'eau, l'air...) communs à tous les individus ? des secteurs ( finances, pétrole ...) conférant à ceux qui les contrôlent un pouvoir sur toute la société ? La véritable productivité de ces activités ne se manifeste-t-elle pas, au-delà de leur compte d'exploitation, à travers l'ensemble des activités économiques de la nation ? Au nom de quoi les soumettrait-on aux seuls impératifs de la régulation marchande ?... Les services publics, loin de constituer un archaïsme, sont une nécessité pour nos sociétés.

- *L'économie sociale et solidaire*

L'installation d'un « tiers-secteur » échappant à la logique du capital comme à celle de l'Etat joue un rôle central. L'économie de l'homme à laquelle nous invite la mutation informationnelle suppose de devenir une « économie relationnelle », accordant une place accrue aux associations dans la « production de l'individu »

- *L'économie distributive*

Déconnecter travail et revenu ... Nécessité d'un revenu garanti suffisant ( afin de ne pas inciter les chômeurs à accepter des emplois « au rabais ». Rompre avec le traditionnel triangle production – emploi – consommation.

*Différents niveaux d'organisations d'économique*

Face à la mondialisation capitaliste, la mise en œuvre d'une économie plurielle ne peut se faire ... *qu'au plus près des territoires*, donc à travers *la promotion d'un développement local et humain*.

***iv) Besoin d'un Monde solidaire***

En s'ouvrant aux « richesses premières » et à la multidimensionnalité l'économie change radicalement de terrain. Elle se déplace de l'individu, simple



rouage d'une mécanique qui le détermine, à la « personne », créature de chair et de sang, porteuse de valeurs qui donnent sens à sa vie.

La logique de la finalité humaine (à promouvoir). C'est la couverture des besoins fondamentaux de la personne humaine qui détermine les choix : la couverture de ce que François Perroux appelait les « coûts de l'homme » ou les « impératifs du « développement humain » tel que le définit le PNUD. Le plus faible et le plus défavorisé doit être protégé de la compétition des plus développés et bénéficier d'un traitement de faveur afin de le mettre en condition de rattraper son retard ...

A la compétition se substitue la solidarité. Et cette solidarité s'étend évidemment aux relations entre nations. Sortir de l'économisme, c'est aussi organiser la solidarité des peuples à l'échelle du monde.

Proposer une alternative globale à l'économisme dominant ne peut en effet s'envisager sans prospective planétaire.

Réhabiliter la nécessité de la vision et de l'anticipation face au pragmatisme dominant. Le Collegium international éthique, politique et scientifique, à partir d'un cri d'alarme sur la situation de la planète, propose une « *charte des interdépendances* ».

Imaginer des ruptures plus radicales qui permettraient aux pays du Sud de suivre une autre voie que celle du modèle occidental.

Le constat du décalage entre la globalisation des problèmes qu'affronte l'humanité et l'absence de tout levier institutionnel à l'échelle de la planète, nous oblige à avancer dans la mise en œuvre concrète *d'une gouvernance démocratique mondiale*.

Telles sont les orientations et les idées nodales exprimées dans le livre *Sortir de l'économisme, une Alternative au Capitalisme néolibéral*.

Qu'en est-il de la perspective développée dans le dossier du numéro de la Revue Transversales, Science, Culture, intitulé : Un projet de société alternatif à l'économisme ?

Les idées émises sont similaires sinon identiques à celles du livre Sortir de l'économisme. La plupart des contributeurs de ce dernier s'y retrouvent.

Cependant, le poids de l'éthique y est prédominant pour construire un réformisme radical anti-marchandisation. C'est dans cette optique qu'on y repère, par exemple, la place de « la Société Civile contre le tout marché ».

Soulignons certains passages importants quant à la mondialisation néolibérale qui dénature l'évolution du monde.

i) L'effondrement « d'une soi-disant « Nouvelle Economie » qui ne fut en fait qu'une tentative d'imposer le pouvoir de la finance internationale et des actionnaires à travers une version ultralibérale du capitalisme »

ii) Trois raisons à souligner pour l'échec de cette tentative :

- « L'économie capitaliste de marché et la société de marché conduisent à une aggravation sans précédent des inégalités » ( de sorte que, en confrontant le niveau international au niveau national) « le rapport des revenus par habitant entre le pays le plus riche et le pays le plus pauvre du monde est passé de 3 en 1820, à 11 en 1913, 35 en 1973 et 72 en 1992 »
- Cette économie ne fait pas bon ménage avec la mutation informationnelle
- Le système mène à l'épuisement des ressources humaines et celles de la nature.

iii) Une autre logique s'impose

« Il nous faut renverser la logique, et remettre l'économie au service des fondamentaux anthropologiques et écologiques » ( Alors se présente une double alternative) :« Une alternative à l'économie de marché en mettant en œuvre concrètement une économie plurielle, mais aussi une alternative à l'économisme dominant qui imprègne nos sociétés ».

- iv) Contre le rouleau compresseur de la marchandisation à outrance :  
« bâtir un réformisme radical antimarchandisation est ainsi une condition nécessaire pour sortir de l'impuissance politique »
- v) Nécessité de la mise en place d'un Collegium international éthique, politique et scientifique. Il s'agit de penser à une instance qui aura une triple fonction de Veille, de Diagnostic et de Conseil sur les principaux risques que court l'humanité.

vi) *La Société Civile considérée comme force contre le tout-marché*

C'est la Société Civile qui répond à la question de savoir comment promouvoir le social comme instance originale, tant vis-à-vis du marché que de l'Etat. La Société Civile est à considérer « comme agent historique autonome capable de prendre ses distances vis-à-vis de la « double hégémonie » du politique et de l'économique.

La Société Civile « commence dans un champ planétaire celui que prétendent dominer à eux seuls les marchés ».

La Société Civile est « riche d'innombrables groupes de base, organisée en réseaux souples comme dans l'Inde ou au Brésil, adossée à des structures plus stables ... »

C'est une aubaine, l'avènement de la Société Civile au niveau de la Mondialisation, car « à notre époque, c'est dans la mondialisation que se réalise la domination de l'économique »

Il y a « la propension de l'économique à sortir de son lit pour submerger, sinon subvertir, tous les domaines de l'activité humaine »

« Les marchés sont ... doublement « globalitaires » : ils veulent dominer à la fois l'ensemble de la surface de la terre et l'ensemble des secteurs de la vie sociale qui s'y déploient ( culture, savoirs, sentiments mêmes ... Ils veulent être consacrés comme les Grands Administrateurs des Affaires humaines »

C'est la phase de *l'apothéose du tout-marché* sur les ruines des régimes de tout-Etat.

« C'est cette prétention de l'économie à régenter le monde à elle seule qu'il faut désormais mettre en échec »

Pour « restaurer la centralité du social » c'est l'instance que constitue la Société Civile qui peut ou doit peser le tout son poids

A propos de l'environnement « la Société Civile est bien mieux placée, à cet égard, que soit les marchés soit l'Etat ».- « La Société Civile fait appel au « principe responsabilité » ( et non au profit ou à l'autorité).

« Le « réformisme radical » ... passe par une « régénération » du social et de la Société Civile face aux appétits financiers des marchés et à l'insuffisance régaliennne des Etats »

« Dans son dynamisme créateur, la Société Civile est à la hauteur de cette tâche historique »

« Il est urgent de « contenir » l'économie, de la ramener dans les limites ( le bed) de sa sphère propre : la régulation banale de la production, des échanges et de la consommation »

« Les deux slogans de la « Seattle Nation » sont organiquement liés : s'il est légitime d'espérer qu'***un autre monde est possible*** », c'est précisément du fait que « ***le monde n'est pas une marchandise*** ». La Société Civile – certes sans que son statut dans l'ordre du social n'ait besoin d'être formalisé sur le modèle, ni de l'Etat dans l'ordre du politique, ni des marchés dans l'ordre de l'économique – peut œuvrer activement dans ce sens »

vii) Les réquisits du Projet d'une autre Société

Face à l'évolution sauvage de l'économie capitaliste de marché dominant la planète ( il est nécessaire de) promouvoir une économie plurielle ( avec marché).

L'essentiel est de transformer les instruments actuels de l'économie :

- a) utiliser de nouveaux indicateurs qualitatifs ( cf PNUD) ;
- b) instaurer des instruments monétaires inédits et pluriels d'échange et de consommation ;
- c) légitimer de nouveaux pouvoirs politiques démocratiques pour mettre en place de nouveaux moyens d'échanges.

C'est la prospective générale de l'Economie informationnelle qui doit conduire à ce projet de société différent.

Elle requiert d'abord la réconciliation avec la nature grâce à un modèle écologiste non productiviste, économie de la consommation à tout va et du gaspillage généralisé.

Elle requiert, ensuite, la culture de la complexité appelant une éducation appropriée.

Elle requiert aussi l'extension du relationnel, marque essentielle des technologies informationnelles de la communication.

Elle requiert, enfin, d'aller vers un « **Traushumanisme** » ( car) « l'être humain n'est pas programmé d'avance, mais ouvert sur la nature et en évolution comme une tête chercheuse du sens de l'univers ».

Quatre impératifs s'imposent à toute alternative :

- Réduire l'empreinte des riches ;
- Garantir les droits de subsistance ;
- Procéder à un échange équitable à la place du libre-échange en considérant la « priorité alimentaire » supérieure à la « priorité à l'exportation »

- Accepter un bond dans l'ère solaire c'est à dire l'ère post fossile

Il convient de faire passer l'homme avant le profit, la croissance spirituelle avant celle de PNB et le bonheur vrai avant la religion de la production.

Le temps est venu de mettre en chantier une économie fondée sur les finalités humaines. Nous voyons comment se renforcent et convergent les propositions des deux documents : *Sortir de l'Economie, une alternative au Capitalisme néolibéral* et *Un projet de Société alternatif à l'économisme*.

### **Quel financement, pour quel développement ?**

Nous venons d'analyser, longuement, les exigences du développement de nos jours. Nous venons de nous rendre compte qu'il ne saurait être imposé de l'extérieur sans rencontrer des échecs catastrophiques. Nous venons de mettre en exergue l'exigence d'une autre mentalité, d'un autre regard, d'une autre appréciation, de l'ensemble des nouveaux paramètres devant corriger la perspective panmarchandisation étriquée qui a dominé le monde jusqu'à présent.

## **3<sup>e</sup> Partie : La bonne Mondialisation requiert la participation du génie des peuples**

Pour que le développement réussisse, la participation des peuples est indispensable pour pouvoir opérer la distinction nécessaire entre les différents niveaux – le local, le national, le mondial- « Développer, ce n'est pas aider une poignée d'individus à s'enrichir, ni créer une poignée d'industries absurdement protégées qui ne profitent qu'aux élites du pays. Développer, ce n'est pas apporter des Prada et des Benetton aux riches des villes et laisser les pauvres

des campagnes croupir dans leur misère – Développer, c'est transformer la société, améliorer la vie des pauvres, donner à chacun une chance de réussir, l'accès au service de santé et d'éducation »<sup>1</sup>

Ce n'est pas se développer quand on se contente d'avalier des potions souvent empoisonnées, imposées pour prétend-on, « réduire » la pauvreté.

« Il est hors de doute qu'une certaine souffrance était inévitable, mais, à mon sens, celle qu'ont subie les pays en développement dans le processus de mondialisation tel qu'il a été dirigé par le Fonds monétaire international et par les autres institutions économiques internationales a été de loin supérieure au nécessaire. Le choc en retour contre la mondialisation doit sa force à la prise de conscience de deux phénomènes : les ravages qu'ont opérés dans ces pays des politiques inspirées par l'idéologie, mais aussi les injustices du système commercial mondial »<sup>(2)</sup>

« Nous sommes une communauté mondiale, et, comme toutes les communautés, il nous faut respecter des règles pour pouvoir vivre ensemble. Elles doivent être équitables et justes, et cela doit se voir clairement. Elles doivent accorder toute l'attention nécessaire aux pauvres comme aux puissants, et témoigner d'un sens profond de l'honnêteté et de la justice sociale. Dans le monde d'aujourd'hui, elles doivent être fixées par des procédures démocratiques. Les règles qui régissent le fonctionnement des autorités et institutions de gouvernement doivent garantir qu'elles prêtent l'oreille et qu'elles répondent aux désirs et aux besoins de tous ceux qu'affectent les mesures et les décisions qu'elles prennent »<sup>(3)</sup>

S'il y a eu des effets néfastes de l'application du modèle de développement imposé après des prises de décision clandestines et opaques, le prix à payer n'est pas supporté par les experts ou institutions supposés savoir mais qui ne suivaient que leur propre idéologie et diktat, c'est sur les

---

<sup>1</sup> Joseph Stiglitz

<sup>2</sup> J. Stiglitz, p.23

<sup>3</sup> Idem, p.24

pauvres que ces essais infructueux sont tombés – « Pendant des décennies, les cris des pauvres d'Afrique et d'autres régions du monde en développement n'ont pas été entendus en Occident. Ceux qui peinaient dans les pays en développement savaient bien que quelque chose ne tournait pas rond puisqu'ils voyaient les crises financières se multiplier et le nombre de pauvres augmenter. Mais ils n'avaient aucun moyen de changer les règles, ni d'influencer les institutions financières internationales qui les écrivaient. Les esprits attachés à la démocratie voyaient combien la « conditionnalité » - les conditions que les prêteurs internationaux imposaient en échange de leur aide – bafouait la souveraineté nationale» (1)

Si « le FMI a fait des erreurs dans tous les domaines où il est intervenu : le développement, la gestion des crises et la transition du communisme au capitalisme »(2), ce sont les pauvres qui sont soumis, pendant longtemps, au remboursement des dettes. La nuée des éléments de la conditionnalité provenant de l'idéologie des institutions économiques internationales dont notamment le FMI, n'a jamais conduit à une politique de développement plus judicieuse, ni à la croissance rapide – Mais le coût de « l'inhumain », de la potion empoisonnée, est là et constitue une dette qui mine tout progrès des pays en développement.

« L'aide au développement a en fait diminué en termes réels ( ajustés pour tenir compte de l'inflation), et plus encore si on la calcule en pourcentage des revenus des pays développés, ou par tête d'habitant des pays en développement. Il faut une base de financement : cette aide ( et d'autres biens publics mondiaux) doit reposer sur un fondement permanent, à l'abri des vicissitudes de la politique intérieure des Etats-Unis ou ailleurs »(3)

Certaines propositions faites au FMI auraient permis de mieux assurer ou garantir le financement du développement. « Emettre des DTS ( droits de

---

<sup>1</sup> J. Stiglitz, p.33

<sup>2</sup> Idem, p.43

<sup>3</sup> Joseph Stiglitz, p.311



tirage spéciaux) pour financer des biens publics mondiaux – dont l'aide au développement – pourrait contribuer à maintenir le dynamisme de l'économie mondiale tout en aidant certains des pays les plus pauvres du monde. Un second projet consiste à financer l'aide au développement sur les revenus des ressources économiques planétaires : les minerais des fonds marins et les droits de pêche dans les océans »<sup>(1)</sup>

Le mouvement du Jubilé 2000 a su et pu, judicieusement, intervenir, avec succès, sur le chapitre très important amenant les pays en développement à ne pas devoir consacrer la plus grande partie de leurs recettes d'exportation à rembourser leurs emprunts aux pays prêteurs, étant donné que certains pays doivent consacrer la moitié ou tout au moins le quart des exportations au service de la dette.

En définitive, peut-on parvenir à assurer, avec détermination, régularité et conviction, le financement d'un modèle de développement dans lequel on n'a pas son mot à dire ? Peut-on subir longtemps un modèle de développement supposé cadrer avec les exigences d'une mondialisation mal gérée ? N'est-ce pas à ceux qui sont les initiateurs, promoteurs et instigateurs du « tout-marché » de veiller sur la régulation du système construit sur cette base, n'importe où pointent des risques d'entropie ?

S'agissant du financement du développement endogène, certains responsables, très éclairés, de l'Afrique indépendante, ont attiré notre attention sur ce qu'il convient de faire.

Dans la Déclaration d'Arusha en 1967, **le Président Julius K. Nyerere** a eu à souligner les points suivants :

- Suivre la voie du socialisme enraciné dans la société africaine traditionnelle et son esprit communautaire ;
- Amener le peuple à compter sur lui-même et sur son travail ( le travail considéré comme la racine du développement ) ;

---

<sup>1</sup> Idem, p.312

- Construire un développement qui assure l'égalité entre les citoyens ;
- Ne pas attendre l'argent des autres ;
- Prendre l'agriculture comme base du développement-

« Tout le monde désire le développement ; mais ce n'est pas tout le monde qui comprend et accepte les conditions fondamentales du développement. La plus importante de ces conditions est l'ardeur au travail. Nous devrions aller parler à nos populations dans les villages pour essayer de les amener à travailler davantage ... Nous rendrions un très grand service à notre pays si nous allions dans les villages dire aux gens qu'ils possèdent ce trésor et qu'il dépend d'eux de s'en servir pour leur bénéfice propre et pour le bénéfice de notre nation toute entière ... L'argent et le temps que nous dépensons à communiquer ces connaissances aux paysans sont mieux employés et rapportent davantage à notre pays que l'argent et le temps que nous consacrons à quantité d'autres choses que nous appelons développement ».

Plus spécialement, en ce qui concerne l'argent du financement du développement, il a eu à préciser : « Nous ne devrions pas relâcher nos efforts pour obtenir l'argent dont nous avons vraiment besoin, mais nous ferions mieux de consacrer notre temps à montrer aux gens des villages comment se développer par leurs propres efforts, plutôt que d'entreprendre tous ces voyages longs et coûteux à l'étranger à la recherche de l'argent pour les investissements. C'est là la façon d'apporter réellement le développement à tout le monde dans le pays ... Ce que nous disons cependant, c'est que désormais nous saurons ce qui est à la base et ce qui est le produit du développement. De ces deux choses, l'argent et les hommes, il est évident que ce sont ces derniers et leur ardeur au travail qui sont la base du développement ; l'argent, lui, n'est que l'un des fruits de cette ardeur au travail.

Désormais, nous aurons la tête bien plantée sur nos épaules et verrons le problème comme il faut au lieu de l'envisager de travers. L'industrialisation et l'argent viendront mais leur source, ce sont les hommes et leur ardeur au travail, surtout dans l'Agriculture. Voilà ce que veut dire compter sur soi-même ».

Un autre grand de la période du début des indépendances des pays africains, le Président Kwame NKRUMAH insiste sur l'unité africaine et l'importance de l'échelle continentale : « De même que j'étais convaincu que la liberté politique devait inévitablement précéder notre essor économique et qu'elle ne pouvait pas ne pas arriver, de même je suis convaincu que l'unité africaine se fera et nous donnera cette base commune sur laquelle nous pourrons construire notre complet développement... Il est absolument certain que la clé d'une industrialisation notable de notre continent est une union d'Etats africains planifiant son développement de façon centrale et scientifique, ne mettant son économie en commun. Cette planification centrale créera des unités industrielles rattachées aux ressources et mettant la production d'aliments et de matières premières en rapport avec des industries de transformation et ces industries vitales qui permettent d'accumuler de gros capitaux. Chacun des éléments de la nation remplira son rôle dans l'application du plan d'ensemble et trouvera un sentiment de sécurité à accomplir la tâche coopérative d'éliminer l'inégalité économique qui existe actuellement entre diverses régions.

Le caractère individuel des groupes de population pourrait s'exprimer par des formes particulières de développement dans le cadre du plan universel, surtout dans les domaines de la production spécialisée ( agricole ou industrielle), de l'artisanat et de la culture.

Cela susciterait de l'énergie pour la réalisation du développement prévu, car le peuple aurait toutes les occasions de laisser libre cours à son génie individuel. Du fait de l'énergie considérablement plus grande, tant humaine

que matérielle, qui serait mise en œuvre par une planification à l'échelle continentale, l'accroissement de la productivité serait incomparablement plus rapide que la somme de ce qu'on peut attendre des pays séparés. Les bénéfices qui en résulteraient inévitablement constitueraient un capital sans cesse accru qu'on investirait dans le développement de l'Afrique ...

Nous devons donc conquérir d'abord cet objectif de base qu'est l'unité africaine et qui seul nous ouvrira les portes de la création en commun d'une industrie et d'une économie puissantes, grâce auxquelles se réalisera notre rêve d'un continent africain fort, entièrement libéré du colonialisme économique et politique »<sup>(1)</sup>

Ce passage de l'important livre ***Africa must unite***, aborde de nombreux problèmes de la période post ajustement structurel de l'Afrique. Son mérite est de camper le paysage de ce qui est réalisable à différents niveaux : local, national, continental. De plus, il donne l'exemple de la nécessité de demeurer conséquent et cohérent avec les acquis de la lutte de l'Afrique aussi bien au niveau de sa diaspora que des Africains du continent. En effet, il prend en compte les acquis des Conférences panafricaines préalablement organisées par la diaspora africaine sur l'avenir de l'Afrique i) le Congrès de Chicago, de 1893 à l'instigation des pasteurs africains américains, Henry Mc Neil Turner et Alexander Grummell, ii) le Congrès d'Atlanta et Georgia, de 1895 à l'instigation de la Steward Missionary Foundation for Africa, iii) la Conférence panafricaine de Londres, de 1900, à l'instigation de Henry Sylvester Williams ( 1869-1911), iv) les Conférences organisées sous l'égide de W.E.DUBOIS ( 1868-1963 ) ou Marcus GARVEY ( 1887-1940) dont, spécialement, le Congrès de Manchester, de 1945 sur l'inspiration de DUBOIS et Kwame NKRUMAH qui ont rédigé la résolution du Congrès adressée aux « puissances impérialistes » du monde.

---

<sup>1</sup> l'Afrique doit s'unir, édition Payot, 1964, p.199-201

## CONCLUSION

Si la mondialisation amène les Africains à s'interroger, au-delà des potions inefficaces contre les crises du développement imposées par des institutions de la finance internationale, sur la bonne manière d'organiser leur développement, il est indispensable pour eux de s'enrichir des acquis de leurs luttes qui ont généré des idées très toniques et appropriées à la situation actuelle. - Les Africains doivent, par eux-mêmes travailler à l'avènement d'un projet de société alternatif au panéconisme et à la panmarchandisation qui leur sont imposés.

Quelle éducation et quelle culture pour demeurer conséquents avec soi-même dans le temps et jouer son rôle multimillénaire dans l'espace ?

***Ex Africa, semper aliquid novi*** ( le monde doit toujours s'attendre à quelque chose de nouveau de la part de l'Afrique) ne doit pas être un slogan vide de sens.

Quelle éducation pour aller plus loin dans la rentabilisation humaine de toutes les ressources africaines : culturelles, humaines, technologiques et naturelles dont l'Afrique est dotée et s'est dotée ?

Quand on dispose de plus de *600 millions d'hectares* encore potentiellement arables, quand on dispose d'une superficie qui vient tout juste après celle de l'Asie, en grandeur, quand on a conscience d'être détenteur d'au moins la moitié de toutes les réserves mondiales ( *50% de thorium et d'uranium, 50% d'or, 50% de phosphate, 55% de manganèse, 50% de cobalt, 90% de chrome, 85% de platine, 96% des diamants* sans parler des *gisements de fer, de plomb, de nickel, tant de ressources naturelles* qui appuient les autres ressources, l'on doit savoir développer la culture d'une nouvelle heuristique permettant une meilleure mise en valeur de tout l'humain dépassant le cadre du tout-marché.

Comment apprendre à apprendre ( autrement) à cette phase de l'économie plurielle informationnelle ? Comment apprendre à entreprendre à cette ère solaire ? Comment apprendre à être responsable ?

Sur ce dernier point, les Africains doivent marquer leur place puissante dans la mondialisation (revue, corrigée et réorganisée) en assurant la phase urgente de leur développement : le panafricanisme.

*L'Afrique a assez d'atouts sinon trop d'atouts* pour poursuivre les lamentations de certains sous prétexte de sa marginalisation.

Communication présentée au Forum des peuples à Bamako